

### **Balado 3 — Nouvelles Alliances, nos apprentissages et nos recommandations**

Narration : À nous la recherche ! Ce balado produit par Relais femmes a été réalisé pour donner suite au projet exploratoire Nouvelles Alliances dont il sera question dans cette série. Il jette un regard approfondi sur la recherche partenariale féministe menée entre les groupes de femmes et les milieux universitaires. Cet épisode se concentre sur les apprentissages issus de cette expérience et ses recommandations.

Nancy Roberge : Comment faire pour qu'une expertise, comme celle de Relais-femmes, puisse se déployer ailleurs ? C'est en compagnie de Lise Gervais et Julie Raby, deux coordonnatrices de projets de Relais-femmes, que nous allons échanger sur le sujet.

D'abord, le projet Nouvelles Alliances, d'où ça vient ? Lise...

Lise Gervais : Nouvelles Alliances, c'est un projet un peu fou ; une utopie qui s'inspirait de ce qu'on fait depuis 40 ans, le protocole UQAM/Relais-femmes. Je rappelle le protocole UQAM/Relais-femmes, c'est une structure qui permet la rencontre entre des chercheuses féministes et des groupes de femmes, qui nous permet d'avoir accès à des dégrèvements de temps, donc des profs, des chercheuses qui sont dégagés de leurs tâches d'enseignements pour, soit donner de la formation à des groupes ou de mener de la recherche avec les groupes. Ça nous donne accès à un peu de budget de recherche pour démarrer des projets donc, inspiré de ça, on s'est dit : l'utopie... Et s'il y avait des protocoles dans d'autres universités qu'à l'UQAM, adaptés à la réalité de chacune des universités.

On avait de grands complices : le Réseau des Tables de groupes de femmes, et particulièrement deux de ces tables-là qui ont été au cœur même de ce projet : la Table de l'Estrie et la Table de la région de la Capitale-Nationale.

Nancy Roberge : Comment on s'y prend pour réaliser une utopie ou faire atterrir cette idée-là dans d'autre région ?

Julie Raby : Je pense comme Lise le dit c'était bien ambitieux. Alors la 1<sup>re</sup> étape dans les deux régions ce qu'on a effectué ce sont des portraits de l'état des collaborations pour chacun des milieux. On le sait partout au Québec, il y a des universitaires féministes qui se sentent parfois bien isolées dans leur faculté, dans leur institution qui souhaitent travailler avec des groupes de femmes et n'ont pas toujours les possibilités d'entrer en contact et par ailleurs il y a des groupes de femmes qui souhaitent travailler avec les universitaires, mais savent pas non plus comment s'y prendre. Les portraits ont permis justement de mettre en évidence, dans chacun des milieux, dans chacune des régions (l'Estrie et la Capitale-Nationale) quels étaient les espaces d'opportunités qui pouvaient potentiellement soutenir et où propulser ces alliances qu'on souhaitait faire naître puis pérenniser entre universitaires et groupes de femmes.

Nancy Roberge : Laissons Viviane Doré-Nadeau, directrice de ConcertAction Femmes Estrie, nous dire ce qu'elle en pense...

Viviane Doré-Nadeau : D'ailleurs dans la recherche Nouvelles Alliances, ils ont fait une grosse recherche, au début pour voir c'est quoi les habitudes de collaborations qu'on a entre les groupes de femmes puis les chercheuses et la conclusion, c'est qu'on avait pas vraiment développé de liens. Pis idem y'avait des professeurs qui avaient des pratiques avec certains groupes, mais c'était pas très répandu.

Julie Raby : Pour la Capitale-Nationale à Québec, on a vu qui avait peu de liens entre les groupes de femmes et les universitaires, mais y avait quand même bassin d'universitaires et des portes d'entrée qui étaient déjà existantes. Donc là on avait la Chaire de recherche, entre autres, qui était là, un institut qui est là également qui constitue des portes d'entrée pour les groupes de femmes qui veulent frapper à la porte de l'université donc il y avait là des opportunités qui permettaient de propulser des ententes, des collaborations entre groupes de femmes et universitaires.

Nancy Roberge : Quels constats communs vous avez découverts à partir de ces portraits ?

Julie Raby : Ben en fait, un des éléments qui était commun de part et d'autre c'était le temps nécessaire à établir et nourrir le travail en commun. Une fois qu'on s'est dit qu'on travaillait ensemble, il y a déjà un bout de fait, mais le temps nécessaire à établir, alimenter ce travail en commun ; je frappe à la porte de l'université, j'ai pensé à ça dans mon groupe on aimerait... ben là y'a tout un chemin pis comment on s'y prend auprès de qui, bon tout ça. L'autre élément c'est que l'intérêt pour la recherche il est différent. Pour les groupes la recherche elle est pas l'objet prioritaire de leur travail, elle permet d'appuyer l'action, elle permet de reconnaître l'expertise des groupes, mais elle n'est pas au cœur du quotidien alors que pour les universitaires le travail de recherche fait partie d'une des trois composantes de leurs tâches, c'est central.

Nancy Roberge : 3 composantes à la tâche professorale ? Moi je pensais que le travail d'un professeur il y a deux composantes : la recherche et l'enseignement, quelle est la 3<sup>e</sup> ?

Julie Raby : La 3<sup>e</sup> composante concerne le service à la collectivité. Donc en fait il y a une diversité de tâches qui incombent aux professeur.es et qui contribuent soit au fonctionnement de l'Université et à son rayonnement, ce qui s'appelle le service à la collectivité. Dans un cas les tâches relatives à cette composante-là, ça va être réalisé au sein du campus universitaire, donc participer à des comités de travail sur des thèmes précis — par ex. : le harcèlement sexuel sur le campus universitaire (des profs vont s'impliquer là-dessus), ou alors des implications propres à la vie départementale, des

tâches reliées au fonctionnement de la vie universitaire et l'autre portion ça peut être des tâches qui sont associées au bénéfice de la collectivité au rayonnement de l'université et qui sont réalisées hors de l'enceinte universitaire. C'est ce qu'on appelle le service à la collectivité.

Nancy Roberge : si on revient au projet Nouvelles Alliances, vous avez fait des portraits de ce qui se passait dans les deux régions, qu'est-ce que ça vous a appris ?

Julie Raby: Tout à l'heure on a dit que l'intérêt pour la recherche différait, mais tout de même le travail en commun il est unanime. De part et d'autre des universitaires et des groupes souhaitent travailler ensemble parce qu'on est convaincu, on le sait, ça fait progresser les connaissances, ça fait progresser les pratiques, mais plusieurs conditions qui limitent la collaboration les universitaires et les groupes de femmes. Du côté des groupes, le sentiment que les projets ne sont pas toujours en adéquation avec les besoins concrets et appliqués de leur pratique quotidienne. Tout à l'heure je l'ai nommé la difficulté d'entrer en contact avec les professeures ; et évidemment la limite du financement et les ressources au quotidien qui coïncident. Ça fait que l'objet de la recherche va pas être prioritaire parfois, ou en tout cas si on y va notre temps va être limité.

Du côté des universitaires, les conditions qui vont limiter la collaboration c'est : le temps associé à la collaboration, à la faire vivre qui s'ajoute à une tâche professorale déjà importante. Il faut savoir aussi que ce service-là à la collectivité, ce qui concerne le travail de collaboration avec les groupes est plus ou moins valorisé tant au sein des disciplines qu'au sein de l'institution, c'est-à-dire que le temps d'implication qui va être nécessaire à la recherche collaborative va venir empiéter sur du temps autre (du temps d'enseignement, de supervision, d'activités pédagogiques, temps de publications).

Nancy Roberge : Écoutons Marie-Hélène Deshaies, professeure adjointe, École de travail social et de criminologie, Université Laval.

Marie-Hélène Deshaies : La politique c'est d'abord "fais ta tâche d'enseignement, fais ta job de recherche, fais tes tâches à l'interne, dans ton département, dans ton école... pis près ça s'il te reste du temps, ben fais des trucs avec la collectivité".

Julie Raby : Selon les contraintes de reconnaissances des carrières universitaires, parfois on va choisir de manière efficace ce qui est le plus payant pour se positionner comme universitaire, donc ce temps-là ça va être un investissement choisi, mais pas toujours soutenu et valorisé. Il faut savoir aussi que le financement obtenu pour des recherches en partenariat, parce qu'il y a des fonds de recherche qui valorisent le partenariat, cependant le temps investi à la collaboration lui est peu soutenu c'est-à-dire est-ce

qu'on devrait penser des financements qui accordent et reconnaissent les temps exigés par la collaboration ?

Lise Gervais : Et les deux portraits, tant pour l'Université de Sherbrooke que pour l'Université Laval et les besoins et ce que Julie vient de présenter, ça mettait en évidence des forces qu'on avait dans le protocole UQAM/Relais-femmes. Une première c'est d'avoir une professionnelle qui travaille à faire le lien, à être la porte d'entrée, faciliter les relations et le démarrage de projet et des enveloppes dédiées au projet pour qu'il puisse se mettre sur pied pour que la collaboration s'installe. Ça confirmait d'une certaine façon avec des réalités propres à chacune des universités, mais sur le fait que ces deux composantes-là sont pertinentes pour le développement de collaborations solides.

Nancy Roberge : Je vois que l'enjeu du temps est central de part et d'autre. Qu'est-ce qui peut être facilitant là-dedans pour qu'on utilise mieux le temps, de manière efficace ? Donc c'est d'avoir l'apport d'une autre personne : une personne pivot ?

Julie Raby : Autant les groupes que les universitaires, c'est ce qu'ils avaient identifié.

Nancy Roberge : Écoutons Marie-Ève Surprenant, coordonnatrice de la Table de concertation de Laval en condition féminine

Marie-Ève Surprenant : Vraiment d'avoir une agente de liaison, entre le groupe terrain et l'équipe de recherche, c'est vraiment super et surtout et une agente de liaison qui connaît bien le terrain, qui connaît bien le milieu universitaire, qui peut voir les postures idéologiques de part et d'autre, pour s'assurer que le maillage est le meilleur on part sur des mêmes bases, sur une vision commune.

Nancy Roberge : Donc après cette étape-là des portraits, ensuite qu'est-ce que vous avez fait ? C'était quoi la seconde étape dans le projet de Nouvelles Alliances ?

Julie Raby : Ben ce qu'on mettait de l'avant, inspiré du Protocole, c'était l'idée de pérenniser une forme d'entente ou quelque chose qui assoit d'une manière au-delà de la durée d'un projet, ce qu'on appelait une structure partenariale durable. Ce que ça voulait dire, c'était essentiellement 3 choses : une personne qui est dédiée — une personne pivot, un budget de démarrage donc un petit montant qui permet d'explorer « on peut-tu travailler ensemble ? » et un comité paritaire qui, dans le fond, assoyant des universitaires et des milieux de pratiques de groupes de femmes de la région, permettrait de soutenir et développer des activités de collaboration.

Nancy Roberge : Écoutons Lorena Suelves Ezquerro, Doctorante en anthropologie et représentante du comité des femmes immigrantes de Québec.

Lorena Suelves Ezquerro : Il faut pas se le cacher les groupes des femmes, les organismes, etc. sont souvent sursollicités, cette sursollicitation fait le contraire. Les intervenantes sont déjà surchargées avec leur travail quotidien. À moins d'avoir un bon lien, privilégié, sécuritaire, un lien de qualité avec une équipe de recherche, c'est difficile d'avoir accès aux groupes parce que ces derniers sont trop dans le jus et n'ont pas le temps de s'occuper de faire de la recherche. J'ai trouvé que, même si c'était un petit budget, étant donné que c'était un petit projet et on avait beaucoup de marge de manœuvre c'est ça qui a fait en sorte qu'on a embarqué.

Lise Gervais : Parce qu'une des choses qu'on a remarquées tant à l'Université Laval qu'à l'université de Sherbrooke, c'est le fait que les gens se connaissent pas. Finalement les deux portraits nous ont amenés à constater comment c'est en silos donc là-dessus une structure de collaboration ou un comité paritaire université-groupes de femmes, c'est aussi un lieu de rencontre entre les deux mondes, mais aussi d'une certaine façon ça permet de mieux faire circuler l'information au sein même de l'université.

Nancy Roberge : Je vois l'utilité d'une telle structure, mais dans votre exploration est-ce que vous y êtes arrivé ? Qu'est-ce que vous avez pu accomplir comme installation de structure ? Commençons par la région de la Capitale-Nationale, Québec ?

Julie Raby : Comme déjà il avait un bassin de féministes et des instances pouvant propulser des alliances, on avait des conditions plus favorables à l'Université Laval. Ce qu'on a été capable de réaliser : on a mis sur pied un comité de travail, élaboré une entente de collaboration de gré à gré entre la table régionale des groupes de femmes là-bas et l'Institut Diversité-Inclusion et la Chaire Claire-Bonenfant qui est dédié à la recherche féministe. Ensemble, on a mutualisé un petit fonds de démarrage qui a permis de soutenir 7 initiatives entre universitaires et groupes de femmes... des différentes formes de collaborations et c'est quand même important parce que c'est ce qui se rapproche le plus de ce qui ressemblait à notre inspiration de départ. C'est quand même énorme comme réalisation, faut dire cependant que ça été vraiment porté entre des féministes.

Nancy Roberge : Écoutons Laurie Laplanche, directrice adjointe de l'Institut EDI2 (Équité, Diversité, Inclusion, Intersectionnalité), Université Laval

Laurie Laplanche : Cette occasion de collaborer, cet appel à projets, c'est nous qui l'avons fait. On s'est assises ensemble, on a décidé, on a pris l'argent. On a pensé pour que ce soit le plus facilitant possible. Je me rends compte à quel point cela a fonctionné dans le fond... Parce qu'étant déjà en démarche d'un appel à projet au CRSH, où est-ce que là on voit les complications que ça crée... Tout se fait à la dernière minute, c'est difficile pour tout le monde. C'est pas facilitant, même si l'appel en soi demande à ce

qu'il y ait collaboration avec des organismes, c'est pas évident d'y arriver et au mépris de bien des principes de coconstruction et de collaboration. À l'université on est dépendantes de ces grosses structures de financement pour pouvoir survivre, à l'Institut notamment, mais dans le fond, ce qui fonctionne le mieux, c'est les petits financements...

Julie Raby : Du côté de l'Estrie, les liens et la mobilisation étaient à construire. Il n'y avait pas de lieu d'ancrage permettant d'asseoir de manière plus officielle des collaborations université-groupes de femmes. On est parvenu à susciter l'intérêt et la mobilisation professorale, plusieurs professeurs ont appuyé l'idée d'une entente de collaboration. On a effectué des maillages entre universitaires et des groupes de la région de l'Estrie et il y a eu des collaborations de recherche qui ont été initiées, mais on est pas arrivé à asseoir une entente et dépasser une collaboration qui soit uniquement pensée sous forme de projets ponctuels.

Nancy Roberge : Donc une partie de l'utopie a été réalisée ou est en voie de...

Lise Gervais : Oui je pense qu'un des aspects de l'utopie, c'était beaucoup trop ambitieux pour un projet de trois ans. Trois ans ce n'est pas suffisant pour déconstruire des barrières institutionnelles, amener à faire des propositions et faire cheminer ces propositions-là dans l'institution. À Sherbrooke on s'avanceit ça s'en venait...

Un des obstacles rencontrés, c'est la perception de ce que c'est l'innovation. Actuellement on est dans une ère où des institutions, comme les universités, vont oser prendre des risques en innovant quand c'est technique, quand c'est l'ingénierie, mais des innovations sociales : c'est déjà plus compliqué et en plus la question de l'égalité est souvent perçue, on l'a senti, comme étant déjà atteinte donc pas innovante. Quand nous on se dit : l'égalité ce serait une très grande innovation sociale. Donc on n'était pas dans une période facilitante. En même temps je pense que dans les deux universités on a senti quand même beaucoup d'intérêt, donc si on avait eu plus de temps, on aurait travaillé les obstacles rencontrés ; mais on a quand même fait des avancées majeures. Il y a des projets qui ont eu lieu et il y a des liens qui se sont créés et qui perdurent. C'est pas tout à fait des structures pérennes, mais les choses après Nouvelles Alliances ne sont pas comment avant Nouvelles Alliances. Nouvelles Alliances a laissé des traces.

Nancy Roberge : Pour que ce soit pérenne il faut pas que ce soit juste basé sur des personnes qui ont une très bonne volonté et qui veulent créer des liens, faut que les liens soient dans la structure.

Julie Raby : En fait ça a permis de prendre la mesure et valider le fait que, ce dont on vient de parler y'a des contraintes structurelles et culturelles qui freinent la collaboration universités et groupes de femmes.

Nancy Roberge : Écoutons Marie-Hélène Deshaies, professeure adjointe, École de travail social et de criminologie, Université Laval.

Marie-Hélène Deshaies : *Small is beautiful*. De petits projets peuvent ouvrir sur des initiatives porteuses. Par contre, à l'université, ce qui est valorisé, c'est les gros projets, avec d'importantes subventions. La logique qui prévaut c'est les grosses subventions, les gros partenariats, des trucs complexes qui sont très cadrés aussi et où le processus de coconstruction est souvent impossible avec les groupes qui sont sur le terrain. Donc on a un gros paradoxe. Il faut être capable de dire, regardez, ça marche, ça donne des résultats avec une formule souple, des petits projets, avec un soutien...

Julie Raby : La dimension du service à la collectivité, elle est réalisée par les universités, c'est la mission des universités, mais le soutien et les moyens qu'on accorde à ça sont distincts d'une université à l'autre. Alors oui, c'est possible pour des groupes de la société civile de cogner à la porte de l'université, mais qu'est ce qu'ils vont obtenir ? Ça se peut qu'il y ait possibilité de maillage, mais après ça, on dit « bonne chance au coureur pis on verra ce que ça donnera pour la suite ». Parfois ça veut dire aussi que le groupe ou les représentants des groupes doivent mettre une mise de fonds pour dire « j'ai un projet de recherche, j'arrive avec 5000 piasses, pouvez-vous allonger la mise, pis on peut-tu avoir un projet de recherche ? ». Mais tout ça, ça fait qu'il y a des formes de soutien institutionnel de reconnaissances à la tâche de soutien aux collectivités qui sont inégales d'une université à l'autre, pis ça, ça contraint un peu l'investissement des universitaires dans la recherche partenariale, parce qu'on l'a dit le temps est limité. Le temps du maillage, c'est une chose, mais le temps de la collaboration il faut l'accompagner et c'est ça qu'on a pas toujours.

Nancy Roberge : Voyons ce qu'en pense Paul Morin, directeur école travail social université de Sherbrooke.

Paul Morin : C't'un choix que j'ai fait. Choisir c'est renoncé, donc dans le fond, y'a 24h dans une journée pis même si j'aime beaucoup travailler, un moment donné il faut que tu priorises certains dossiers plus que d'autres, donc y'en a peut-être qui ont souffert entre guillemets de la priorité que j'ai accordé à cette recherche-là ; mais, en même temps, je regrette rien parce que cette recherche est pertinente.

Julie Raby : Donc on ne reconnaît pas l'investissement autour de la recherche collaborative. On l'attribue à un choix individuel propre à la méthodologie que le prof va choisir alors que ça fait partie de la composante de la tâche professorale, ça fait partie de la mission des universités. Ça revient aux questions initiales du premier balado : qui produit la recherche ? Qui a accès à la recherche ?

Pis en même temps, c'est le contexte qui est particulier. Il y a des partenaires subventionneurs en recherche qui reconnaissent et font la promotion que plus on est dans une recherche partenariale, plus on a de chances d'avoir des résultats et des recherches prometteuses susceptibles de faire atterrir des engagements concrets dans l'expérience. C'est d'ailleurs le Scientifique en chef qui recommande que dans sa vision de l'université du futur, il faut soutenir davantage les organisations qui interviennent comme intermédiatrices ; donc ce rôle-là de liaison qui accompagne la coproduction des connaissances, qui accompagne les liens et la qualité des liens d'une équipe pour le scientifique en chef c'est important.

On est dans un contexte où on a des subventionneurs qui font la promotion de ça, mais des réalités universitaires et de groupes qui permettent pas tant que ça de soutenir ce travail-là exige.

Nancy Roberge : Entendons Hélène Belleau sociologue et directrice de l'INRS.

Hélène Belleau : Relais-femmes a une expertise extraordinaire depuis des années et c'est pas reconnu malheureusement, alors que dans les colloques, parce que c'est la mode le transfert et la mobilisation des connaissances, il faudrait que Relais-femmes soit reconnu pour tout le travail qui font. Relais-femmes aborde un travail colossal que les chercheurs, eux-mêmes, n'ont pas le temps de faire, mais qu'on exige des chercheurs. J'aimerais qu'il y ait un financement qui permet d'avoir les moyens de leurs ambitions.

Nancy Roberge : Ça peut nous permettre d'imaginer dans quelques décennies (j'entre dans votre utopie) le rôle de liaison de Relais-femmes se serait déployé partout dans toutes les universités québécoises... Donc ce rôle de liaison là, ce sera vu comme une manière incontournable de produire des recherches prometteuses pour lutter contre les inégalités. Alors, dès maintenant, qu'est-ce que ça prendrait pour que l'on fasse un pas de plus ?

Lise Gervais : Je pense que faire connaître le travail d'intermédiation, le travail de liaison tel qu'on le conçoit tel que pratiqué au Service aux collectivités, ça fait en sorte de montrer toute la richesse et les retombées que ce type de travail-là donne, de permettre d'avoir éventuellement des dégrèvements, du temps, que les chercheurs puissent être libérés pour ces travaux de collaboration. Y'a des enjeux de valorisations dans les CV. C'est toute une question, mais je pense qu'il y a un enjeu important ; avoir des fonds de recherche qui permettent le démarrage de petits projets... Mais c'est tout ce temps-là ! Ça demande une souplesse dans le fond de recherche qu'on ne retrouve pas toujours et éventuellement des fonds de recherche qui pourraient aussi appartenir aux groupes communautaires, aux groupes de femmes qui leur permettraient de

développer des rapports différents avec les universitaires. Et des partenaires financiers qui acceptent de donner un pointage particulier donc de reconnaître le partenariat de recherche, la recherche collaborative comme étant une plus-value à la recherche parce que... elle change le monde.

Nancy Roberge : Ça change le monde dans l'avenir, mais qu'est-ce que ça a changé déjà dans le monde, qu'est-ce que ça changé avec le monde ?

Julie Raby : Je pense que ça donné, on en a pas parlé, mais dans chacune des régions, on a développé pis on a accompagné une recherche collaborative sur des réalités qui étaient pas prises en compte. Ce sont les groupes de femmes qui ont identifié des thèmes qui partaient de leurs préoccupations. C'était pas du tout sur l'écran radar, et ce sont les groupes de femmes qui ont mis l'éclairage là-dessus. L'autre élément, c'est que ça a créé toute une communauté de réflexions, qu'on appelle la Communauté de pratiques Nouvelles Alliances. On a créé des occasions de réflexion groupes et universitaires autour de la collaboration si on veut la construire de manière féministe, ensemble, c'est pas au-delà des deux milieux d'expérimentation dans l'ensemble du Québec. Il y a des universitaires qui sont isolés et qui souhaitent davantage collaborer avec les groupes et s'intéressent à comment on s'y prend.

Faut savoir aussi que Nouvelles alliances, c'était dans le concours d'une expérience de Conditions Féminine Canada qui réseautait des féministes à travers le Canada et qui a donné lieu à l'élaboration d'une plateforme de revendications. L'équipe du Québec qui était présente lors de ces rendez-vous pancanadiens a mis de l'avant que ça prenait des revendications dans le secteur de recherche pour faire avancer les connaissances avec le monde. Ça fait qu'il y a présentement des revendications canadiennes qui portent sur la recherche et sur l'avancement des connaissances.

Nancy Roberge : Dans votre utopie, vous avez rassemblé d'autres personnes qui ont maintenant la même utopie, la même vision que vous... Alors ça va être quoi la prochaine mission de Relais-femmes ?

Julie Raby : Je pense qu'on est à une étape où le Québec s'est souvent démarqué aux yeux des canadiennes, d'ailleurs on était très envié sur le développement des savoirs féministes. Maintenant si on veut faire un pas de plus, moi je continue d'appuyer le Scientifique en chef quand il dit qu'il faut reconnaître davantage les organisations qui font de l'intermédiation parce que l'expérience de Nouvelles Alliances a démontré que ça prenait ça. Ça prend des agentes pivots. Je trouve que là les preuves sont faites. Ben là let's go ! Qu'est-ce qu'on attend ?

Nancy Roberge : Merci Julie Raby et Lise Gervais. J'espère que vos actions porteront fruit. En tout cas, vos mots ont été très éclairants, et motivants pour la suite. Merci beaucoup

Pour nous suivre, ou pour plus d'info, visitez le site internet [Relais-femmes.qc.ca](http://Relais-femmes.qc.ca).

C'est aussi sur ce site que vous retrouverez d'autres balados ainsi que des capsules audiovisuelles sur la recherche partenariale féministe.

Voix :

Ce balado est une production de Relais femmes en collaboration avec le Studio Daragon.

Cette réalisation a été rendue possible par la contribution financière des partenaires suivants : le Ministère de l'égalité des femmes et des genres et la Fondation Lucie et André Chagnon.

Les voix entendues dans cet épisode :

Hélène Belleau, Patrice Daragon, Marie-Hélène Deshaies, Viviane Doré Nadeau, Lise Gervais, Laurie Laplanche, Paul Morin, Julie Raby, Nancy Roberge, Loreena Suelves Ezquerro, Marie-Ève Surprenant.